



**CTB**

**AGENCE BELGE  
DE DÉVELOPPEMENT**

# **RAPPORT ANNUEL 2010**

## **PROJET PAIDECO TSHOPO**

### **PROVINCE ORIENTALE-RDC**



*Ministère Provincial du Plan à Kisangani, 2010*

## Table des matières

<b>1 FICHE PROJET</b> .....	<b>3</b>
<b>2 RÉSUMÉ</b> .....	<b>4</b>
<b>2.1 APERÇU DE L'INTERVENTION</b> .....	<b>4</b>
<b>2.2 POINTS SAILLANTS</b> .....	<b>4</b>
<b>2.3 LEÇONS APPRISSES ET RECOMMANDATIONS</b> .....	<b>4</b>
<b>3 EVOLUTION DU CONTEXTE</b> .....	<b>7</b>
<b>3.1. BILAN DE LA PLANIFICATION DES ACTIVITÉS</b> .....	<b>8</b>
<b>4 ANALYSE DE L'INTERVENTION</b> .....	<b>9</b>
<b>4.1 ANCRAGE INSTITUTIONNEL ET MODALITÉS D'EXÉCUTION</b> .....	<b>9</b>
<b>LA STRATÉGIE DU PROJET</b> .....	<b>9</b>
<b>ELLE EST RÉSUMÉE DANS LE TABLEAU-2 CI-DESSOUS :</b> .....	<b>9</b>
<b>4.2 OBJECTIF SPÉCIFIQUE</b> .....	<b>12</b>
4.2.1 Indicateurs.....	12
4.2.2 Critères de qualité .....	16
4.2.3 Impact .....	16
4.2.4 Leçons apprises et recommandations .....	17
<b>4.3 RÉSULTAT 1</b> .....	<b>18</b>
4.3.1 Indicateurs.....	18
4.3.2 Bilan activités .....	20
4.3.3 Analyse des progrès réalisés .....	20
4.3.4 Risques et hypothèses.....	21
4.3.5 Critères de qualité .....	21
4.3.6 Exécution budgétaire .....	22
4.3.7 Leçons apprises et recommandations .....	24
<b>5 BÉNÉFICIAIRES</b> .....	<b>25</b>
<b>6 SUIVI DES DÉCISIONS PRISES PAR LA SMCL</b> .....	<b>27</b>
<b>7 ANNEXES</b> .....	<b>28</b>

# 1 Fiche projet

Programme d'Appui aux Initiatives de Développement Communautaires de la Tshopo – PAIDECO TSHOPO

**Tableau 1: Fiche d'identité du projet**

<b>Nom Abrégé du projet</b>	PAIDECO TSHOPO
<b>Code Navision</b>	RDC 07 099 01
<b>Date de signature de la Convention spécifique</b>	20 décembre 2007
<b>Date de la CMO</b>	20 décembre 2007
<b>Date de démarrage (mobilisation AT)</b>	15 septembre 2008
<b>Date de fin prévue actuellement</b>	19 décembre 2012
<b>Date de fin (selon convention spécifique)</b>	19 décembre 2012
<b>Ministère de tutelle</b>	Ministère de l'Intérieur, décentralisation, Sécurité et Justice/PO
<b>Source de financement</b>	Gouvernement belge
<b>Secteur d'intervention</b>	Consolidation de la société – 15040
<b>Objectif global</b>	Contribuer à la reconstruction institutionnelle (réhabilitation des infrastructures administratives de base, formation des entités territoriales concernées) et socioéconomique (appui aux organisations de la société civile locale, appui à la filière agricole) du district de la Tshopo
<b>Objectif spécifique</b>	Dans le respect des principes de bonne gouvernance préconisés par le programme du Gouvernement engager une dynamique de développement à l'échelle des territoires de la Tshopo
<b>Résultats</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Le renforcement des capacités institutionnelles des entités administratives publiques et des organisations de la société civile, tant au niveau provincial que local en vue d'améliorer la bonne gouvernance, de préparer et mettre en œuvre la décentralisation.</li> <li>2. La réhabilitation et ou la construction d'infrastructures administratives, sociales et culturelles dans les territoires de la Tshopo et la ville de Kisangani.</li> <li>3. Appui au développement économique local de la future province de la Tshopo, à travers l'appui aux filières agricoles de production, de transformation et de commercialisation.</li> <li>4. La gestion des connaissances générées par le projet et nécessaires pour la bonne marche de celui-ci.</li> </ol>
<b>Bénéficiaires directs</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La société civile</li> <li>- Les comités locaux de développement</li> <li>- Les ETD rurales et municipales</li> <li>- L'administration de 7 territoires de la Tshopo</li> <li>- Les Ministères de l'intérieur, TPI, Plan et Agriculture</li> </ul>
<b>Bénéficiaires indirects</b>	<b>Population du district de la Tshopo (Province Orientale)</b>
<b>Décaissement total 2008 au 30/09/2010</b>	<b>2.566.880,54 Euros</b>
<b>Taux de réalisation</b>	<b>26% du budget Total du Projet</b>

## 2 Résumé

### 2.1 Aperçu de l'intervention

Logique d'intervention	Efficiences	Efficacité	Durabilité
Objectif Spécifique			
Résultat 1	4	4	3
Résultat 2	2	3	3
Résultat 3	3	2	3
Résultat 4	4	4	3

Budget	Dépenses par année	Dépenses totales année N (31/12/2010)	Solde budget	Taux d'exécution
10.000.000		2.566.880,54	7.433.119,46	26%

**Légende :** 5=très efficient ; 4=efficient ; 3=moyennement efficient ; 2= pas efficient ; 1= pas du tout efficient  
5= très efficace ; 4= efficace ; 3= moyennement efficace ; 2= pas efficace ; 1= pas du tout efficace  
5= très durable ; 4= durable ; 3= moyennement durable ; 2= pas durable ; 1= pas du tout durable

### 2.2 Points saillants

Les partenaires institutionnels :MININTER, MINPLAN et MINAGRI ont commencé à prendre le leadership des activités dans les Territoires s'agissant : i) de la mise en place et des formation en faveur des CLD ; ii) du recensement des Moniteurs Agricoles et de leur remise à niveau pour l'encadrement des producteurs agricoles dans les communautés ; iii) l'identification et l'appui des ménages agricoles en outillage agricole et semences (300 ménages par Territoire) ; iv) la vulgarisation des textes et Lois sur la décentralisation ; et enfin v) la formation des agents des administrations territoriales et locales en décentralisation administrative et financière.

Pour les activités de construction et de réhabilitation des infrastructures, au-delà des faiblesses inhérentes aux entreprises locales (faibles capacités techniques et financière) et au-delà des difficultés liées à l'acheminement des matériaux sur les sites (souvent difficile d'accès), la qualité des matériaux vendus sur place est douteuse et les prix varient au gré des saisons qui déterminent leur disponibilité. Tout ceci hypothèque sérieusement la qualité des ouvrages à la réception.

### 2.3 Leçons apprises et recommandations

Les leçons apprises sont présentées par Résultat :

**R1 : Renforcement des capacités institutionnelles** : les partenaires institutionnels peuvent facilement assumer le leadership pour les activités de renforcement des capacités institutionnelles et le suivi de l'impact de ces activités (formations sur la décentralisation ; formations sur la gestion administrative et la gestion des finances publiques ; formation en planification participative). La dotation en moyens logistiques est importante à cet effet, pour faciliter les descentes sur le terrain. Mais il convient tout de même de noter que le problème de durabilité (continuation des processus à la fin du projet) reste entièrement posé, compte tenu du fait que les ressources nécessaires ne figurent toujours

pas dans les budgets des institutions partenaires.

**R2 : Construction et réhabilitation des infrastructures** : les entreprises locales présentent presque toutes des capacités financières et techniques très limitées. Il est souhaitable d'intéresser les grandes entreprises, crédibles, avec une expérience avérée des marchés publics, bien équipées et bien installées. Des mesures ont été proposées à cet égard. Elles permettent aussi de faire face au problème d'enclavement et d'inaccessibilité des zones telles : Opala, Basoko, et Yahuma.

Les mesures proposées sont les suivantes :

### **1) *La réduction de la zone d'intervention***

La réduction de la zone d'intervention pour les activités de construction et de réhabilitation des infrastructures, l'accent en 2011 étant mis sur les 4 Territoires actuellement accessibles, notamment : Bafwasende, Banalia, Ubundu et Isangi; La zone d'intervention sera réduite aux seuls Territoires accessibles de Bafwasende, Banalia, Ubundu et Isangi pour les activités de construction et de réhabilitation des infrastructures.

Les Territoires d'Opala, Basoko et Yahuma feront l'objet d'une analyse approfondie des sites, qui va permettre au projet, et à la Cellule des Marchés Publics de publier un CSC intégrant : i) le temps de préparation (pour prépositionner les matériaux de construction sur les sites et exploiter les carrières locales); la durée et le coût d'installation ; et des critères de qualité pour des entreprises compétentes.

### **2) *Restructuration de l'équipe***

Elle est indispensable pour répondre aux défis rencontrés dans la mise en œuvre du projet. Depuis le début du projet, l'UGP ne dispose que d'un seul Conseiller MO. Pour mieux suivre les activités de construction et de réhabilitation des infrastructures il est prévu :

- Le recrutement de 1 Coordonateur-Adjoint/Expert senior-MO Responsable des activités R-2 ; et 1 Conseiller MO qui formera équipe avec le CMO actuellement en place ; permettra de résoudre le problème de suivi régulier des activités dans les chantiers et le travail des DPO (il est prévu l'affectation d'un Conseiller MO/2 Territoires parmi les 4 quatre retenus pour les activités infrastructures en 2011-2012).
- Le recrutement de 24 DPO (1 DPO/chantier) pour le suivi au quotidien des 24 chantiers ciblés par le projet, les frais de prise en charge étant inclus dans le coût de chaque ouvrage. Le DPO est basé sur le chantier et fait un suivi quotidien des travaux conformément aux spécifications techniques dans le CSC.

### **3) *La réactualisation du plan opérationnel et financier ;***

**R3 : Appui au développement économique local** : traditionnellement les associations ne se forment que pour des travaux difficiles, dans la mesure où chaque ménage agricole gère son exploitation. Les appuis devraient donc

focaliser sur l'appui aux ménages comme unités d'intervention, unités sociales et unités de production. Toutefois l'appui aux associations devrait recevoir une attention particulière pour des investissements stratégiques dans des domaines tels : i) l'épargne et le crédit ; ii) le transport, iii) la transformation, et iv) la commercialisation. Ces opérations demandent de gros investissements souvent pas à la portée des ménages agricoles, les niveaux de revenus étant très faibles. Le problème de financement du secteur agricole n'a toujours pas trouvé de solution. Les institutions de micro-finance ne sont pas crédibles et ne bénéficient d'aucune confiance de la part des autorités et des populations. De plus des études in situ montrent clairement que le taux de risque est très élevé ; ceci ne rassure aucun bailleur de fonds.

Il conviendrait donc de mettre l'accent sur l'encadrement et l'accompagnement des acteurs des filières, et surtout développer la capacité de mobiliser l'épargne locale à travers les associations à base communautaire.

**R4 : Gestion des connaissances** : une activité aussi difficile que toutes autres, dans un contexte où la tradition orale est une tradition. Les cadres de l'administration publique ne documentent rien ; les écrits à tous les niveaux sont limités aux exigences des procédures administratives et aux dénonciations quand un groupe social donné sent ses intérêts menacés. Les initiatives de développement au niveau des communautés, des associations et des ménages sont nombreuses, mais n'attirent aucune attention.

Il s'agit donc surtout de réapprendre aux gens à écrire, à lire et à réfléchir pour planifier, mettre en œuvre et restituer les résultats, partager les expériences et valoriser les acquis. Il y a encore un long chemin à parcourir dans ce domaine. Le documentaire sur la Tshopo, « La voix du Congo profond » œuvrent dans ce sens.

### 3 Evolution du contexte

Dès le 1<sup>er</sup> semestre 2010, les études menées en 2009 ont permis : i) le lancement de l'élaboration des plans de développement communaux et locaux ; ii) la validation du plan d'investissement de 2010, et iii) l'élaboration d'un plan de renforcement des capacités institutionnelles aux niveaux provincial et territorial.

L'approche utilisée dans toutes les démarches initiées est restée fidèle à l'esprit du programme PAIDECO : une approche participative et institutionnelle consistant à ramener les pouvoirs publics dans leur rôle de planificateur et régulateur du développement. Chacune des interventions s'est faite avec la collaboration de l'institution ou l'autorité publique dont relève statutairement l'activité. Au stade actuel de la mise en œuvre du projet des conventions de collaboration ont été signées avec les partenaires suivants :

Toutefois il convient de noter que les Territoires de Bafwasende, Banalia, Isangi et Ubundu sont devenus accessibles avec la réhabilitation des axes routiers qui y mènent en partant de Kisangani. Les Territoires de Basoko, Opala et Yahuma sont quant à eux restés presque pas ou très difficilement accessibles. Cette situation a nécessité la revue de la stratégie de mise en œuvre du projet en 2011-2012, telle que proposée dans le document intitulé: « Stratégie du Projet Paideco Tshopo 2011-2012 ».

Tableau-1 : Conventions de collaboration

Partenaire institutionnel	Date de signature de la Convention
MIN-INTER	24/11/2009
MIN-PLAN	12/11/2009
MIN-AGRI	04/11/2009
MIN-TPI	18/11/2009
MIN-COM	29/12/2009
Territoire d'ISANGI	21/09/2010
Territoire de BAFWASENDE	0/07/2010
Territoire d'UBUNDU	03/06/2010
Territoire de BANALIA	09/06/2010
Territoire d'OPALA	09/06/2010
Territoire de YAHUMA	09/06/2010
Territoire de BASOKO	09/06/2010
Mairie de la Ville de KISANGANI	28/01/2010
Commune de KISANGANI	22/12/2009
Commune de MAKISO	23/12/2009
Commune de KABONDO	24/12/2009
Commune de LUBUNGA	24/12/2009
Commune de MANGOBO	21/12/2009
Commune de la TSHOPO	24/12/2009
Secteur de LUBUYA BERA	08/02/2010

### **3.1. Bilan de la planification des activités**

#### **3.1.1. Le rôle de l'UNAP**

Le rôle de l'UNAP est resté déterminant pour la planification, la mise en œuvre, le suivi des activités du projet, la systématisation et la capitalisation des connaissances, expériences et leçons apprises. Cet appui assure l'harmonisation des stratégies entre les Projets PAIDECO, la mise en cohérence des approches tout en tenant compte des spécificités de chaque province où PAIDECO intervient.

L'UNAP pour atteindre l'objectif de renforcement des capacités de l'équipe (UGP et partenaires institutionnels) a aussi facilité un programme de formation et remise à niveau des fonctionnaires et agents de l'administration publique au niveau provincial en contractant l'ENF et l'ENA deux institutions nationales. Ces institutions assurent les formations non seulement pour Paideco Tshopo/Province Orientale, mais aussi tous les projets dans les provinces où interviennent ces projets (Sud Kivu, Equateur, Katanga Occidental, Katanga Oriental, Maniema).

Les efforts de pérennisation des acquis des projets continuent à se faire sous forme de:

i. Appui à la capitalisation des expériences du projet:

Sous la coordination de l'UNAP, il s'agit dans cet appui de codifier et de valoriser les connaissances, expériences acquises et leçons apprises à travers les interventions, et stratégies de mise en œuvre du projet.

ii. Appuis programmatiques au projet:

Les appuis dans ce cadre sont multiformes: a) appui à l'élaboration du plan d'investissement Q4 2010, 2011 et 2012; b) appui au contrôle de la qualité des ouvrages; et c) appui au suivi de la mise en œuvre des stratégies dans le cadre de la collaboration avec les partenaires institutionnels.



## 4 Analyse de l'intervention

### 4.1 Ancrage institutionnel et modalités d'exécution

La stratégie du projet

Elle est résumée dans le Tableau-2 ci-dessous :

Tableau-2 : Eléments de la stratégie du projet

Points d'ancrage	Buts	Activités	Sous-activités	
<b>1. Analyse du contexte</b>	1.1. Identification des acteurs-clés ;			
	1.2. Identification des Territoires accessibles			
	1.3. Présentation du projet	Objectifs et résultats		
		Thèmes transversaux		
		Bénéficiaires directs et indirects		
Stratégies et actions				
<b>2. Actions urgentes et de visibilité</b>	2.1. Identification	Infrastructures administratives		
		Infrastructures sociales		
		Infrastructures productives		
		Infrastructures culturelles		
	2.2. Planification	Validation SMCL		
		Marchés Publics		
	2.3. Mise en œuvre	Suivi de la mise en œuvre		
		Réception		
<b>3. Planification participative du développement</b>	3.1. Analyse détaillée du contexte	3.1.1. Etude monographique		
		3.1.2. Etude socioéconomique		
		3.1.3. Enquête AUDIMAT		
		3.1.4. Etat des lieux sur la communication		
		3.1.5. Etude de faisabilité des radios communautaires		
	3.2. Renforcement des capacités	3.2.1. Analyse institutionnelle		
		3.2.2. Appui à la mise en lace des CLD		
		3.2.3. Diagnostic participatif		
		3.2.4. Identification et analyse des filières		
		3.2.5. Plan de renforcement des	Capacités institutionnelles	

		capacités	Capacités des acteurs des filières productives
	3.3. Plan de développement local		

<b>4. Appui à la mise œuvre des PDL</b>	4.1. Renforcement des capacités	4.1.1. Constitution des équipes dans les Ministères partenaires	
		4.1.2. CARG	
		4.1.3. Organisations paysannes/encadrement	
		4.1.4. Organisations féminines	
		4.1.5. CEPOD	
		4.1.6. Capacitation des agents de l'Administration	ENA/ENF
			MONAGRI
			Environnement
			Genre et droits de l'enfant
	VIH/SIDA		
		Economise sociale	
	4.1.7. Phonies		
	4.1.8. Amélioration des espaces de travail des partenaires		
	4.2. Investissements	4.2.1. Infrastructures et équipements	
		4.2.2. Culturelles	Salles polyvalentes
		4.2.3. Economiques	Ponts
	Marchés		
	4.3. Appui au DEL	4.3.1. Production	Outillages agricoles
			Semences
			Aménagement des bas-fonds
			Installation des fermes de démonstration
			Outillage pour briqueteries
			Maraîchage
4.3.2. Transformation		Unité de transformation des produits agricoles	
		Production alimentation pour bétail	
4.3.3. Commercialisation		Marché local	
		Transport	
		Conditionnement	
4.3.4. Financement		Recherche d'alliances	
	Micro finance		

	4.4. Communication	4.4.1. Bulletins d'information	
		4.4.2. Dépliants	
		4.4.3. Articles de presse	
		4.4.4. Emissions radio/TV	
		4.4.5. Documentaire	
		4.4.6. Mise en place de radios communautaires	
		4.4.7. Plans de communication	
<b>5. Capitalisation</b>	5.1. Fiches de capitalisation		
	5.2. Consultances		
<b>6. Formations UNAP/UGP</b>	6.1. 123 décembre 2008		
	6.4 formation sectorielles en DEL		
	6.5 Formations sectorielles en Maîtrise d'ouvrage		
	6.6 Formations sectorielles en renforcement des capacités institutionnelles et planification du développement		
	6.7 Formation en communication et systématisation		

## 4.2 Objectif spécifique

### 4.2.1 Indicateurs

PLANIFICATION DES ACTIVITES Janvier-Décembre 2010 PAIDECO TSHOPO			E	G	Baseline	Progrès année N	Commentaires	
CODE DTF								
<b>A</b>								
			<b>Dans le respect des principes de bonne gouvernance engager une dynamique de développement à l'échelle des territoires de la Tshopo</b>					
<b>A</b>	<b>1</b>		<b>R1. Renforcement des capacités institutionnelles</b>					
A	1	1	Appui à la mise en place des CLD à Kisangani et dans les 7 Territoires de la Tshopo: Mairie de la Ville de Kisangani effectué			NA	17 CLD mis en place dans les 7 Territoires de la Tshopo, les 6 Communes de Kisangani et le Secteur de Lubuya Bera (Réalisation=100%)	
			Appui à la réhabilitation du bâtiment du MININTER et MINAGRI réalisé			NA	Le Bâtiment du MININTER est réhabilité à 75% à peu près, le MP pour MINAGRI le MP est en cours d'évaluation)	L'entreprise HDW accuse des retards dans l'exécution et a demandé un avenant sur le timing et le coût
			Appui à l'aménagement du Cabinet du MINTPI réalisé			NA	Achevé (Réalisation=100%)	
			Appui a l'aménagement du MINPLAN réalisé			NA	Bâtiment du MINPLAN est aménagé (Réalisation=100%)	
			Appui au renforcement des capacités des partenaires provinciaux: (MININTER, MINAGRI, MINIPLAN, MINTPI, MININFO) effectué			NA	Formation des fonctionnaires et agents de l'Etat en cours MININTER, MINAGRI, MINTPI, MINPLAN et MIN-INFO (Réalisation= 50% réalisé depuis septembre 2010 pour les ministères partenaires cités ci-dessus)	Le MININTER, le MINPLAN, le MINAGRI, et la Société civile prennent progressivement le leadership dans ces activités

			Appui au MINPLAN pour la mise en place de 2 équipes de travail du Gouvernement Provincial chargées d'appuyer le développement local et projets (équipes de travail issues des Groupes Thématiques du CEPOD) effectué		NA	Conventions de collaboration signées avec le MINPLAN, le MININTER, le MINAGRI, le MINTPI et le MINCOM. (100% réalisé)	
			Appui au renforcement des capacités des CLD et administrations locales dans le cadre de l'appui aux futures ETD: Analyse Institutionnelle et Plan de Renforcement des Capacités réalisé		NA	Analyses institutionnelles finalisées dans ETD au niveau de la Ville de Kisangani et des Territoires (Réalisation=50% pour les analyses dans les institutionnelles. Le MP pour la mise en œuvre des plans de formation des CLD en cours de démarrage)	Le MININTER, le MINPLAN, le MINAGRI prennent, et la Société civile progressivement le leadership dans ces activités
A	1	2	Plans de développement des partenaires/bénéficiaires: Diagnostics participatifs dans 6 Communes de Kisangani, la Collectivité de Lubuya Bera et plans de développement finalisés dans 2 Communes réalisé		NA	Plans de développement en cours d'actualisation dans 7 Territoires et au niveau de la Ville de Kisangani (Réalisation=25% pour les PDC et PDL à Kisangani et les 7 Territoires de la Tshopo)	Le MININTER, le MINPLAN, le MINAGRI prennent, et la Société civile progressivement le leadership dans ces activités
<b>A</b>	<b>2</b>		<b>R2. Appui aux infrastructures administratives, sociales et culturelles</b>				
<b>A</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>Infrastructures administratives</b>				
			Appui à la réhabilitation des infrastructures administratives pour les 7 Territoires et la ville de Kisangani réalisé		NA	Les 7 Territoires de la Tshopo et l'administration provinciale dans la ville de Kisangani disposent d'infrastructures administratives réhabilitées : MININTER, MINPLAN, MINAGRI, MINPTI, MINCOM ; ainsi que les territoires de Bafwasende, Isangi, Ubundu, Banalia, Opala, Basoko et Yahuma (MP en cours d'évaluation)	Le MINTPI a accompagné l'UGP dans l'identification des sites et les évaluations techniques des infrastructures ciblées
			Appui pour la réhabilitation des infrastructures administratives des 6 communes de Kisangani en cours de			Les 6 communes disposent d'infrastructures administratives réhabilitées : Tshopo (100%	Le MINTPI a accompagné l'UGP dans l'identification

			réalisation				réalisé), Kabondo (100% réalisé), Lubunga, Kisangani, Makiso, Mangobo et le Secteur de Lubuya-Bera	des sites, les évaluations techniques des infrastructures ciblées, et le suivi des chantiers en cours d'exécution
<b>A</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>Infrastructures sociales</b>					
			Ouvrages urgents réhabilités et/ou construits: CS, EP, marchés et ponts dans les 7 Territoires, les 6 Communes de Kisangani et le Secteur de Lubuya –Bera en cours de réalisation				1CS (100% réalisé à PK17 Batiamaleke), 2 EP (100% réalisées à Bangala/Yangambi et à Mangada/Bafwasende), 1 ponts en cours de construction (30-35% réalisé sur la rivière Abolokwa)	Le MINTPI a accompagné l'UGP dans l'identification des sites, les évaluations techniques des infrastructures ciblées, et le suivi des chantiers en cours d'exécution
<b>A</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>Infrastructures culturelles</b>					
			Pour la ville de Kisangani: 1 stade de basket-ball; 2 stades de football en cours d'identification				3 TF identifiés (Attente de documents officiels de la Commune Makiso)	
			Pour les sept territoires du district: 1 stade de football à Ubundu, 1 stade de football à Isangi en cours d'identification				2 infrastructures culturelles sont construites et/ou réhabilitées à l'échelle de sept territoires de la Tshopo (Attente de documents officiels)	

A	3		<b>R3. Développement économique local</b>					
A	3	1	Associations paysannes identifiées et encadrées en production agricole dans les 7 Territoires de la Tshopo et la ville de Kisangani				32 Associations paysannes avec statuts et règlements d'ordre Intérieur (processus de légalisation en cours)	Le MININTER a étroitement collaboré avec l'UGP pour réaliser cet objectif
			Formation des MONAGRI dans les 7 Territoires de la Tshopo et la ville de Kisangani				314 MONAGRI Identifiés, équipés de bicyclettes et en cours de formation en techniques agricoles modernes dans les 7 Territoires de la Tshopo et la zone rurale de Kisangani	Le MINAGRI a étroitement collaboré avec l'UGP pour réaliser cet objectif
A	3	2	Structures de stockage, de conditionnement et transformation de riz réhabilitées et/ou construites				MP en cours d'évaluation pour la structure de stockage de Kisangani	
			Voyage d'études au Bénin et au Kenya pour les acteurs de la filière riz				Demande de passeports envoyée au MININTER le 25 Octobre 2010	
	4		<b>R4. La gestion des connaissances pour le projet et générées par celui-ci est assurée</b>					
A	4	1	Systématisation et publication: 1 publication /mois sur les activités de PAIDECO Tshopo			NA	(Réalisation=50%, 5 Publications locales sur les activités de PAIDECO en 2010	
A	4	2	Diffusion et communication pour le développement: TdR et choix d'une équipe de Consultants pour le documentaire sur la zone d'intervention de PAIDECO			NA	Documentaire en cours de finalisation	
A	4	3	Capitalisation des expériences du projet			NA	Processus en cours	

## 4.2.2 Critères de qualité

Logique d'intervention	Efficiences	Efficacité	Durabilité
<b>Objectif Spécifique</b>			
Résultat 1	4	4	3
Résultat 2	2	3	3
Résultat 3	3	2	3
Résultat 4	4	4	3

Budget	Dépenses par année	Dépenses totales année N (31/12/2010)	Solde budget	Taux d'exécution
<b>10.000.000</b>		<b>2.566.880,54</b>	<b>7.433.119,46</b>	<b>26%</b>

**Légende :** 5=très efficace ; 4= efficace ; 3= moyennement efficace ; 2= pas efficace ; 1= pas du tout efficace  
 5= très durable ; 4= durable ; 3= moyennement durable ; 2= pas durable ; 1= pas du tout durable

	Score/20	Commentaires
<b>Efficacité</b>	13	Les résultats R2 et R3 ont connu un retard d'exécution, les évaluations techniques ayant été reprises pour tenir compte de façon exhaustive des critères de qualité des ouvrages ciblés.
<b>Efficiences</b>	13	Pour le résultat R3, le choix d'une institution bancaire pour le financement des activités agricoles dans le cadre de la promotion des filières agricoles n'est toujours pas conclu
<b>Durabilité</b>	12	Un indicateur de durabilité est observé au niveau des activités de renforcement des capacités (R1, R3 et R4). Progressivement les partenaires prennent le leadership des activités y afférentes.
<b>Pertinence</b>	20	Les activités pour tous les résultats sont issues des priorités définies lors de l'élaboration des plans locaux de développement.

## 4.2.3 Impact

Des indicateurs d'impact en terme d'amélioration des connaissances ; changement d'attitudes ; acquisition de compétences nouvelles ; amélioration de la capacité d'agir sont visibles :

1. Les institutions partenaires ciblées prennent progressivement la relève de l'UGP pour mener certaines activités : i) formation des CLD en planification participative ; ii) formation des administrations locales en décentralisation administrative et financière ; iii) vulgarisation des textes et lois sur la décentralisation. Elles facilitent l'élaboration des plans de développement locaux, le suivi de la mise en œuvre et la restitution des résultats aux populations, à l'UGP et aux partenaires institutionnels.
2. Les producteurs agricoles au niveau des communautés s'organisent en associations officiellement reconnues, avec statuts et règlements d'ordre intérieurs. Ces associations sont regroupées autour d'activités telles : i) la production ; ii) le transport vers le marché local ; iii) la commercialisation ; iv) la transformation ; et la vente sur les places de marchés.
3. L'activité de promotion de riz de bas-fonds est en train de prendre forme. Trois sites pilotes ont été identifiés et évalués à Kisangani, Bafwasende, et Banalia avec la collaboration d'une équipe d'enseignants/Chercheurs de l'Université de Kisangani. Ces trois serviront de sites de formation et de promotion de la culture de riz de bas-fonds/riz irrigué.



#### 4.2.4 Leçons apprises et recommandations

Elles sont nombreuses et peuvent être synthétisées comme ci-dessous :

1. Les résultats des activités d'appui à la décentralisation et à la gouvernance seront visibles au niveau de l'appui aux administrations locales, mais ne vont pas forcément se traduire en des résultats au bénéfice des ETD, qui ne sont toujours pas mises en place faute de la mise en œuvre de la décentralisation depuis 2006 ;
2. Les conditions minimales requises pour des administrations locales opérationnelles ne sont toujours pas adressées : i) régularité des salaires ; ii) mise en retraite pour ceux des agents qui attendent plus de 10 ans que leurs départs soient officialisés et que les effectifs soient rajeunis ; iii) les outils de planification, de suivi et de gestion des fonds publics ne sont toujours pas mis en place, hypothéquant la valorisation des acquis des actions de renforcement des capacités institutionnelles ;
3. Les difficultés d'accès aux zones de production resteront un obstacle majeur à l'écoulement des denrées des zones de production vers les zones de consommation, et aussi à la viabilisation des actions de promotion des filières agricoles ;
4. La récurrence des accidents (chutes en motos suivies de blessures et traumatismes physiques) qui posent de sérieux problèmes pour les sorties sur le terrain aussi bien pour le staff de l'UGP que pour les agents de l'administration publique qui prennent part aux activités programmées.

## 4.3 Résultat 1

### 4.3.1 Indicateurs

<b>Résultat 1 : Renforcement des capacités institutionnelles</b>					Progrès :
Indicateurs	E	G	Baseline	Progrès année N	Commentaires
Monographie de la Tshopo réalisée			NA	Réalisée	La plupart des indicateurs sont qualitatifs
Analyse institutionnelle réalisée dans 5 Ministères partenaires à Kisangani			NA	Réalisée	
Diagnostiques participatifs dans les 7 Territoires de la Tshopo et les Communes de la ville de Kisangani réalisés			NA	Réalisés	
1 PDU ville de Kisangani actualisé			NA	Réalisé	
7 Plans communaux de développement à Kisangani élaborés			NA	Réalisés	
10 modules de Formations ENA/ENF dispensées			NA	7 Réalisés	
21 CLD mis en place dans les 7 Territoires et la ville de Kisangani			NA	21 Réalisés	
7 CLD formés par le CENADEP dans les Communes de Kisangani			NA	7 Réalisés	
<b>Résultat 2 : Réhabilitation et construction des infrastructures</b>					Progrès :
Indicateurs	E	G	Baseline	Progrès année N	Commentaires
Réhabilitation MC Tshopo/Kisangani réalisée			NA	Réalisée	La plupart des indicateurs sont qualitatifs
Réhabilitation MC Kabondo/Kisangani réalisée			NA	Réalisée	
CS de Batiamaleke construit			NA	Réalisé	
EP Bangala/Yangambi réhabilitée			NA	Réalisée	
EP Mangada/Bafwasende construite			NA	Réalisée	
SP Banalia réalisée			NA	En cours	
Pont sur la rivière Abolokwa réalisé			NA	En cours	
Marché de Banalia réalisé			NA	En cours	
Dalot 11 <sup>ème</sup> Avenue Tshopo/Kisangani réalisé			NA	Réalisé	

<b>Résultat 3 : Appui au développement économique local</b>					Progrès :
Indicateurs	E	G	NA	Progrès année N	Commentaires
Etude socio-économique réalisée			NA	Réalisée	La plupart des indicateurs sont qualitatifs
Identification des filières agricoles dans la Tshopo réalisée			NA	Réalisée	
Analyse de la filière pêche réalisée			NA	Réalisée	
Analyse des filières riz, manioc et huile de palme réalisée			NA	En cours	
Distribution d'outils agricoles à 300-400 ménages/Territoire			NA	Réalisée	
Distribution de 40 Kg de semence de riz/ménage à 300 ménages/Territoire			NA	Réalisée	
Allocation d'une bicyclette et Kit de travail/MONAGRI à 314 MONAGRI dans les 7 Territoire et la vile de Kisangani			NA	Réalisée	
Elaboration et signature officielle de statuts et ROI pour 30 associations dans le cadre des activités DEL			NA	En cours	
35 presses à briques livrées à 16 associations de fabricants de briques				Réalisée	
<b>Résultat 4 : Gestion des connaissances</b>					Progrès :
Indicateurs	E	G	Baseline	Progrès année N	Commentaires
Publication du Paideco Tshopo Info/mois			NA	Réalisée	La plupart des indicateurs sont qualitatifs
Etude Audimat réalisée			NA	Réalisée	
Guide de stratégies de communication produit et distribué			NA	Réalisé	
Documentaire sur la Tshopo produit			NA	En cours	
Dépliant sur le projet produit en français, lingala et kiswahili et distribué			NA	Réalisé	
Activités Paideco Tshopo produites mensuellement dans un journal national			NA	Réalisé	
Couverture médiatique des activités du projet			NA	Réalisé	

### 4.3.2 Bilan activités

Activités	Déroulement				Commentaires (uniquement si la valeur est -)
	++	+	+/-	-	
1. Activités R1		+			
2. Activités R2				-	MP annulés
3. Activités R3			+/-		Pas de IMF crédible
4. Activités R4		+			

### 4.3.3 Analyse des progrès réalisés

R1 : Les activités sont menées conformément au plan d'actions approuvées mais sont confrontées à la nécessité de passer par les étapes préliminaires à toute action : préparation, identification, sensibilisation, priorisation, plan d'action, etc. Ceci dans une certaine mesure explique la faiblesse dans les décaissements de fonds. Tous les 7 Territoires de la Tshopo sont couverts. Au 31 décembre 2010, le taux de décaissement pour ce volet a été de 26%.

R2 : Les premiers marchés publics ont été attribués aux petites entreprises locales. Leurs faiblesses sur les plans techniques et financiers n'ont pas permis de réaliser des travaux de qualité. L'ensemble des marchés publics est de ce fait en cours de revue et évaluation pour intéresser les grandes entreprises bien outillées, crédibles en mesure de réaliser des travaux de qualité acceptable. Le taux de décaissement du volet infrastructures a été de 21% au 31 décembre 2010.

R3 : L'accent dans ce volet est sur l'encadrement des acteurs des filières agricoles dans la production ; la commercialisation ; la transformation et vente/conditionnement à travers le renforcement des capacités du MINAGRI et des associations dans les communautés directement par des actions telles : i) la mise en place de sites de promotion de la culture de riz irrigué pour accroître les rendements et protéger la forêt des ravages de la culture itinérante de riz pluvial ; ii) mise en place d'unités de transformation et de conditionnement à titre démonstratif pour les investisseurs potentiels ; et iii) appui à la réhabilitation d'infrastructures économiques. Ceci va permettre d'améliorer le taux de décaissement budgétaire. L'inexistence d'institutions de micro finance crédibles pour le financement du secteur agricole est à l'origine du faible décaissement observé dans ce volet ; 5% du budget total au 31 décembre 2010.

R4 : Ce volet n'a pas connu de problème particulier, les activités d'appui à la communication institutionnelle ; les activités d'appui à la communication pour le développement et les activités de capitalisation des expériences sont normalement menées. Le taux de décaissement budgétaire par rapport à ce volet a été de 41% du budget total en décembre 2010.

#### 4.3.4 Risques et hypothèses

Les plus importants sont les suivants :

- i. Les difficultés liées à l'inaccessibilité des zones d'intervention restent posées et militent en faveur de la concentration des activités dans les zones actuellement accessibles, surtout pour les activités de construction et de réhabilitation des infrastructures. Ceci relève du fait que dans les conditions actuelles, l'acheminement des matériaux de construction dans des sites tels Basoko, Opala et Yahuma est presque impossible;
- ii. L'idée de recruter un bureau d'architecture pour faire les évaluations détaillées des infrastructures à construire et à réhabiliter repousse les dates de démarrage effectif des travaux vers Mars-Avril 2012. L'UGP va assumer cette responsabilité en renforçant l'équipe MO.

#### 4.3.5 Critères de qualité

Ils sont proposés en relation avec le cadre institutionnel et le contexte de mise en œuvre du projet. Ils comprennent :

- i. Les impacts visibles pour les bénéficiaires ;
- ii. les changements observés dans les administrations locales ciblées ;
- iii. les mesures d'accompagnement pour pérenniser les acquis ;
- iv. l'appropriation telle qu'elle se fait au niveau des administrations locales et des populations dans les communautés ;
- v. la performance institutionnelle s'agissant de l'appui au projet

#### 4.3.6 Exécution budgétaire

**BILAN FINANCIER DES ACTIVITES PLANIFIEES ET REALISEES DE  
(2008 – 2010) AU 31 DECEMBRE 2010**

Résultat A	Activités	Montant Total alloué	Planification 2010 (P)	Réalisation 2010 (R)	R/Total (2008 – 2010)	R/Total alloué %	Ecart 2010	Reste à engager
		<b>10.000.000</b>	<b>2.443.180</b>	<b>1.360.166,48</b>	<b>2.566.880,54</b>	<b>26%</b>	<b>1.083.013,52</b>	<b>7.433.119,4604</b>
A_	ACTIVITES ®	<b>7.611.000</b>	<b>1.663.180</b>	<b>896.684,70</b>	<b>1.285.554,97</b>	<b>17%</b>	<b>766.495,30</b>	<b>6.325.445,03</b>
<b>A_01</b>	<b>Renforcement des capacités</b>	<b>1.275.600</b>	<b>293.300</b>	<b>259.686,08</b>	<b>332.978,74</b>	<b>26%</b>	<b>33.613,92</b>	<b>942.621,26</b>
A_01_01	Appui à la structuration	835.600	182.200	249.661,74	307.615,51	37%	--67.461,74	527.984,49
A_01_02	Appui aux plans	440.000	111.100	10.024,34	25.363,23	6%	101.075,66	414.636,77
<b>A_02</b>	<b>Appui aux infrastructures</b>	<b>2.045.000</b>	<b>636.380</b>	<b>363.137,80</b>	<b>436.267,12</b>	<b>21%</b>	<b>273.242,20</b>	<b>1.608.732,88</b>
A_02_01	Infrastructures administratives	570.000	250.880	16.027,82	26.853,67	5%	234.852,18	543.146,33
A_02_02	Infrastructures sociales	1.350.000	342.500	326.633,50	388.336,40	29%	15.866,50	961.663,60
A_02_03	Infrastructures culturelles	125.000	43.000	20.476,48	21.077,05	17%	22.523,52	103.922,95
<b>A_03</b>	<b>Développement économiques local</b>	<b>3.463000</b>	<b>398.600</b>	<b>161.455,01</b>	<b>179.840,15</b>	<b>5%</b>	<b>237.144,99</b>	<b>3.283.159,85</b>
A_03_01	Pour 7 Territoires de la Tshopo	2.100.000	327.700	145.999,23	153.295,13	7%	181.700,77	1.946.704,87

A_03_02	Pour l'ensemble du District Tshopo	1.365.000	70.900	15.455,78	26.545,02	2%	55.444,22	1.336.454,98
<b>A_04</b>	<b>Gestion des connaissances</b>	<b>827.400</b>	<b>334.900</b>	<b>112.405,81</b>	<b>336.468,96</b>	<b>41%</b>	<b>222.494,19</b>	<b>490.931,04</b>
A_04_01	Systématisation	85.000	22.100	8.560,43	11.375,30	13%	13.539,57	73.624,70
A_04_02	Diffusion et communication	59.400	42.100	21.792,67	36.593,11	62%	20.307,33	22.806,89
A_04_03	Echange et formation	63.000	38.900	14.394,27	16.012,68	25%	24.505,73	46.987,32
A_04_04	Appui spécialisée	120.000	7.000	2.847,93	5.489,14	5%	4.152,07	114.510,86
A_04_05	Unité d'appui	500.000	100.000	64.810,52	266.998,73	53%	35.189,48	233.001,27
X_01	Reserve	353.570				0%		353.570
Z_01	Moyens généraux	2.035.430	780.000	463.481,79	1.281.325,57	63%	316.518,21	754.104,43

Résultats	Total alloué	Réalisé en 2010 (R)	Total Réalisé en 2008-2010	% R de 2008-31/12/2010 /Total alloué
R 1	<b>1 275.600</b>	<b>259.686,08</b>	<b>332.978,74</b>	<b>26%</b>
R 2	<b>2.045.000</b>	<b>363.137,80</b>	<b>436.267,12</b>	<b>21%</b>
R 3	<b>3.465.000</b>	<b>161.455,01</b>	<b>179.840,15</b>	<b>5%</b>
R 4	<b>327.400</b>	<b>112.405,81</b>	<b>336.468,96</b>	<b>41%</b>
X	<b>353.570</b>	<b>0</b>	<b>353.570</b>	<b>0%</b>
Z	<b>2.035.430</b>	<b>463.481,79</b>	<b>1.281.325,57</b>	<b>63%</b>
Total	<b>10.000.000</b>	<b>1.285.554,97</b>	<b>2.566.880,54</b>	<b>26%</b>

### 4.3.7 Leçons apprises et recommandations

1. La décentralisation n'a toujours pas eu lieu au niveau local, les élections locales en vue de la mise en place des ETD n'ayant pas été tenues depuis 2006. Dans ces conditions les changements souhaités seront difficile à évaluer en termes de :
  - i. Amélioration de la gouvernance locale;
  - ii. Impact sur la vie des communautés ;
  - iii. Appropriation et durabilité des actions menées
  
2. Les administrations locales et les structures déconcentrées du gouvernement national, qui actuellement bénéficient des appuis du projet, changent tout le temps et ceci ne garantit pas l'ancrage opérationnel des activités au niveau des institutions partenaires.
  
3. L'approche intégrée du projet touche à la fois plusieurs domaines d'expertise. Ceci est indubitablement son point fort, mais en même temps met en exergue le fait que des interventions multisectorielles, multidisciplinaires demandent beaucoup de temps pour produire les impacts visés.



## 5 Bénéficiaires

Le Tableau ci-dessous présente les bénéficiaires par domaine d'activités :

Domaine d'intervention	Bénéficiaires	Observations
R1 : Renforcement des capacités institutionnelles	1). Partenaires institutionnels : MININTER ; MINAGRI ; MINPLAN ; MIN-INFO/MIN-Fonction Publique ; MIN-TPI	L'accent est mis sur les administrations déconcentrées en attendant la mise en place des ETD
	2). Administrations Territoriales dans les 7 Territoires de la Tshopo	
	3). 21 CLD dans les 7 Territoires, et les Communes de la ville de Kisangani	
	4). 60 agents de l'administration publique par module de formation ENA/ENF	

R2 : Construction et réhabilitation des infrastructures	1). Partenaires institutionnels : MININTER ; MINAGRI ; MINPLAN ; MIN-INFO/MIN-Fonction Publique ; MIN-TPI	Les infrastructures ciblées seront le moment venu, mises sous la responsabilité des ETD
	2). Administrations Territoriales dans les 7 Territoires de la Tshopo	
	3) 21 CLD dans les 7 Territoires, et les Communes de la ville de Kisangani	
	4). 60 agents de l'administration publique par module de formation ENA/ENF	
	5). Les enfants dans les zones où des EP sont construites (1 600 au total à Bangala et Mangada)	
	6). Les populations autour du CS de Batiamaleke/Kisangani (200-250 ménages)	

R3 : Appui au développement économique local	1). 325 MONAGRI dans les 7 Territoires et la ville de Kisangani	L'accent est mis sur la restructuration des organisations à base communautaires, l'appui à l'encadrement des acteurs des filières agricoles et la mise en place des infrastructures économiques
	2). 300-400 ménages agricoles par Territoire dans la filière riz	
	3). 61 ménages de maraîchers à Kisangani	
	4). 14 associations de producteurs agricoles dans les 7 Territoires et la ville de Kisangani	
	5). 1 association de femmes vendeuses de riz à Kisangani	
	6). 16 associations de fabricants de briques dans les 7 Territoires et la ville de Kisangani	

R4 : Gestion des connaissances	1). Le MIN-INFO	
	2). Les animateurs des ETD : Maire de la ville ; les Bourgmestres des Communes de la ville de Kisangani et Secteur de Lubuya-Bera	
	3). Les administrations territoriales	
	4). Les CLD dans les 7 Territoires et les Communes de la ville de Kisangani	
	5). La population et les organisations de la société civile	

## 6 Suivi des décisions prises par la SMCL

La restitution des progrès réalisés par le projet se fait au cours des réunions de la SMCL. Ces réunions permettent à la fois d'analyser les défis et de proposer des solutions, tenant compte du contexte et des implications financières.

Deux réunions de la SMCL ont eu lieu en 2010 : i) une réunion ordinaire en janvier 2010 au cours de laquelle le plan d'investissement de 2010 a été approuvé ; et ii) une réunion extraordinaire en mars 2010 au cours de laquelle une équipe de consultants a restitué les résultats de l'étude des IMF à Kisangani. Cette démontre qu'aucune IMF à Kisangani n'est crédible et de ce fait les IMF locales ne peuvent être recommandées aux bailleurs de fonds pour le financement du secteur agricole. L'idée de rechercher une banque commerciale a donc été proposée. La responsabilité a été confiée à l'UNAP de préparer un CSC et des TdR pour le recrutement d'une banque commerciale en vue du financement du secteur agricole.

Des réunions régulières sont tenues avec les membres de la SMCL pour restitution des progrès réalisés par le projet.

## 7 Annexes

### Planification opérationnelle Q1-2011

PROJET: PAIDECO TSHOPO		BUDGET DTF	NOUVEAU BUDGET	Planning	Planning	Planning	Planning	Planning	Planning
Code	Activités			Q1 2011	Q2 2011	Q3 2011	Q4 2011	Total 2011	Total 2012
<b>A</b>	<b>Activités</b>	<b>7 611 000</b>	<b>7 263 973</b>	<b>247 878</b>	<b>896 460</b>	<b>1 338 970</b>	<b>989 350</b>	<b>3 472 658</b>	<b>2 505 760</b>
<b>A-01 RESULTAT 1</b>	<b>Les capacités institutionnelles et organisationnelles sont renforcées</b>	<b>1 275 600</b>	<b>1 324 672</b>	<b>31 039</b>	<b>92 204</b>	<b>133 500</b>	<b>157 450</b>	<b>414 194</b>	<b>577 500</b>
A-01-01	Appui à la structure organisationnel qui sera appuyé par le projet	835 600	1 084 538	24 818	39 654	71 500	110 450	246 423	530 500
A-01-02	Appui aux plans de développement des partenaires/bénéficiaires	440 000	240 134	6 221	52 550	62 000	47 000	167 771	47 000
<b>A-02 REUSLTAT 2</b>	<b>Les infrastructures administratives, sociales et culturelles sont appuyées</b>	<b>2 045 000</b>	<b>1 988 262</b>	<b>107 074</b>	<b>86 881</b>	<b>102 600</b>	<b>519 000</b>	<b>815 555</b>	<b>736 440</b>
A-02-01	Infrastructures administratives	570 000	1 188 246	6 392	1 000	96 000	519 000	622 392	539 000
A-02-02	infrastructures sociales	1 350 000	718 378	82 101	54 881	6 600	0	143 582	186 460
A-02-03	Infrastructures culturelles	125 000	81 638	18 581	31 000	0	0	49 581	10 980
<b>A-03 RESULTAT 3</b>	<b>Le développement économique local est appuyé</b>	<b>3 463 000</b>	<b>3 255 368</b>	<b>109 764</b>	<b>470 474</b>	<b>1 038 670</b>	<b>299 000</b>	<b>1 917 908</b>	<b>1 157 620</b>
A-03-01	Pour les sept territoires du district	2 100 000	2 076 393	94 764	275 474	746 670	299 000	1 415 908	507 190
A-03-02	Pour l'ensemble du ditric de Tshopo (incluant Kisangani)	1 363 000	1 178 975	15 000	195 000	292 000	0	502 000	650 430
<b>A-04 RESULTAT 4</b>	<b>La gestion des connaissances est assurée pour le projet</b>	<b>827 400</b>	<b>695 670</b>	<b>0</b>	<b>246 901</b>	<b>64 200</b>	<b>13 900</b>	<b>325 001</b>	<b>34 200</b>
A-04-01	Systématisation et publication	85 000	55 075	0	6 900	1 200	13 900	22 000	21 700

A-04-02	Diffusion et communication pour le développement	59 400	63 093	0	7 000	7 000	0	14 000	12 500
A-04-03	Echange et formation	63 000	22 013	0	0	6 000	0	6 000	0
A-04-04	Appui spécialisé	120 000	55 489	0	0	50 000	0	50 000	0
A-04-05	Unité d'appui PAIDECO	500 000	500 000	0	233 001	0	0	233 001	0
<b>X-01</b>	<b>Réserve budgétaire</b>	<b>353 570</b>	<b>353 570</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>167 012</b>
X-01-01	Réserve budgétaire	0	0						
X-01-02	Réserve budgétaire REGIE	353 570	353 570						167 012
<b>Z</b>	<b>Moyens généraux</b>	<b>2 035 430</b>	<b>2 382 457</b>	<b>89 831</b>	<b>125 014</b>	<b>135 231</b>	<b>235 043</b>	<b>585 119</b>	<b>516 267</b>
<b>Z-01</b>	<b>Frais de personnel</b>	<b>1 485 568</b>	<b>1 820 214</b>	<b>72 483</b>	<b>100 870</b>	<b>117 087</b>	<b>188 369</b>	<b>478 809</b>	<b>424 161</b>
Z-01-01	Expert en développement rural/coordonateur projet (international)	576 000	600 995	33 840	36 000	36 000	40 000	145 840	108 000
Z-01-02	Expert en renforcement des capacités et décentralisation (2 adjoints coordonateurs)	72 000	248 284	4 218	20 016	30 024	30 024	84 282	120 096
Z-01-03	Expert en planification participative locale	72 000	92 422	4 681	5 250	6 300	7 470	23 701	24 270
Z-01-04	Expert en suivi, control et évaluation (1MO)	72 000	67 930	229	4 798	7 197	7 197	19 421	28 788
Z-01-05	Expert en génie civil	72 000	95 014	5 424	5 250	6 300	6 420	23 394	23 310
Z-01-06	Expert en développement économique local	72 000	98 243	4 682	6 300	6 300	6 420	23 702	24 150
Z-01-07	Expert en communication	38 400	94 851	4 680	5 250	6 300	7 470	23 700	24 270
Z-01-08	Comptable	44 784	55 215	2 790	3 366	3 366	3 466	12 988	12 897
Z-01-08	Assistant comptable	24 000	0	0	0	0	0	0	0
Z-01-09	Logisticien	36 384	47 248	2 621	3 420	3 420	3 540	13 001	13 110
Z-01-10	Secrétaire caissier	26 400	32 570	1 878	1 650	1 980	2 100	7 608	7 710
Z-01-11	Chauffeur	79 200	87 042	4 918	6 270	5 940	6 630	23 758	23 760
Z-01-12	Sécurité	33 600	28 270	1 400	2 100	2 520	2 100	8 120	8 400
Z-01-13	Commis et entretien	16 800	22 130	1 123	1 200	1 440	1 800	5 563	5 400
Z-01-14	Ressources, coordination financières et procurement (PFMT)	250 000	250 000	0	0	0	63 732	63 732	0

<b>Z-02</b>	<b>Investissements</b>	<b>192 448</b>	<b>191 240</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Z-02-01	Véhicule (27.000€ + 3.000€ transport par avion)	90 000	103 813	0	0	0	0	0	0
Z-02-02	Motos	22 400	22 468	0	0	0	0	0	0
Z-02-03	Equipement informatique	26 048	24 193	0	0	0	0	0	0
Z-02-04	Equipement de bureau	18 000	35 490	0	0	0	0	0	0
Z-02-05	V-SAT et systeme Internet	6 000	2 532	0	0	0	0	0	0
Z-02-06	Système de communication (Codan)	30 000	2 743	0	0	0	0	0	0
<b>Z-03</b>	<b>Frais de fonctionnement</b>	<b>266 914</b>	<b>286 398</b>	<b>16 470</b>	<b>18 144</b>	<b>18 144</b>	<b>18 174</b>	<b>70 932</b>	<b>57 606</b>
Z-03-01	Véhicules (+ 1 véhicule déjà existant)	96 000	72 154	4 162	4 500	4 500	4 500	17 662	18 000
Z-03-02	Motos	18 750	17 443	600	1 800	1 800	1 800	6 000	7 200
Z-03-03	Télécommunications	41 280	32 362	2 128	2 580	2 580	2 580	9 868	10 320
Z-03-04	Service internet	24 000	23 199	1 000	1 500	1 500	1 500	5 500	6 000
Z-03-05	Fourniture bureau et entretien	36 384	56 527	2 254	2 274	2 274	2 274	9 076	9 096
Z-03-06	Réhabilitation des locaux / loyer (location temporaire pendant la réhabilitation d'infrastructures du Ministère de l'Intérieur)	22 500	37 191	3 398	3 750	3 750	3 750	14 648	0
Z-03-07	Missions (de l'UGP)	28 000	47 524	2 928	1 740	1 740	1 770	8 178	6 990
<b>Z-04</b>	<b>Audit et suivi - évaluation</b>	<b>90 500</b>	<b>84 605</b>	<b>879</b>	<b>6 000</b>	<b>0</b>	<b>28 500</b>	<b>35 379</b>	<b>34 500</b>
Z-04-01	Evaluation mi-parcours et final projet	50 000	45 000	0	0	0	22 500	22 500	22 500
Z-04-02	SMCL	40 500	39 605	879	6 000	0	6 000	12 879	12 000
<b>TOTAL PAIDECO TSHOPO</b>		<b>10 000 000</b>	<b>10 000 000</b>	<b>337 709</b>	<b>1 021 474</b>	<b>1 474 201</b>	<b>1 224 393</b>	<b>4 057 777</b>	<b>3 189 039</b>